

Renseignements: Roberto Rivola
41 79 222 7163
Barbara Erskine Favre
41 79 202 4528

ENBARGO : 27 FEVRIER 2003, 11h30 heure locale
**La Suisse souhaite poursuivre des actions concrètes et marquer des points
dans le processus de préparation du Sommet mondial**

Genève, le 27 février 2003. Marc Furrer, directeur de l'OFCOM (Office fédéral de la communication) en Suisse, informera aujourd'hui les médias au Club Suisse de la Presse à Genève, des résultats de la deuxième réunion du Comité de préparation (PrepCom 2) organisés en vue du Sommet Mondial sur la Société de l'Information. Cette réunion a eu lieu à Genève du 17 au 28 février 2003. M. Furrer est responsable de la participation suisse au SMSI et représente le pays hôte pour l'organisation du sommet.

M. Furrer explique que "le succès du sommet Mondial sur la Société de l'Information, qui aura lieu du 10 au 12 décembre 2003 à Genève, dépendra de deux éléments : du succès des événements organisée en parallèle lors cette manifestation, ainsi que de la pertinence politique d'un tel sommet. Ce dernier revêtra une importance toute particulière, si nous parvenons à inclure la société civile et le secteur privé dans la participation et la prise de décisions".

Selon M. Furrer, "des mesures concrètes, basées sur le processus de préparation politique du sommet, doivent être engagées. De simples déclarations ne suffisent pas; nous avons au contraire besoin de mesures substantielles. Pour ce faire, des stratégies doivent être élaborées à partir des meilleures expériences réalisées. Il nous faut établir des points de référence et des objectifs mesurables. Le gouvernement suisse veillera à ce que des mesures soient prises suite à la PrepCom 2, afin d'inciter le secteur privé à s'engager et à trouver des moyens de financer les projets". M. Furrer estime que "ces projets ne peuvent être atteints qu'en collaborant avec les parties concernées".

Pendant la PrepCom 2, M. Furrer a tenu plusieurs réunions avec les représentants des organisations de la société civile, qui portaient sur la participation de la société civile au SMSI. Il a en outre déclaré qu'il approuvait la participation de la société civile en tant que membre à part entière du sommet; aussi a-t-il soutenu les efforts visant à son intégration. "Nous avons besoin de la société civile et des ONG pour que les besoins et les requêtes des citoyens soient entendus. Nous ne pouvons en aucun cas les négliger, du moins pas d'un point de vue économique. Quant au secteur privé, il développera et offrira des services. Le rôle du gouvernement consiste à fournir un encadrement, notamment pour les projets privés. C'est ainsi que des situations gagnant-gagnant peuvent être créées dans le domaine du développement des TIC et avec les pays les moins développés. Il ne faut toutefois pas oublier l'importance que revêtent les médias et leurs contenus ainsi que la liberté d'expression. La réunion du 25 février 2003 entre le Bureau de la société civile, créé tout récemment, et le Bureau de la PrepCom, composé des représentants des gouvernements, est un bel exemple de coopération".



M. Furrer a également participé à des réunions avec des représentants du secteur privé, à des réunions organisées dans le contexte de la ICT Task Force des NU, à l'atelier du secteur privé tenu lors du Forum Économique Mondial, ainsi qu'aux réunions préparées à l'occasion de la sortie du rapport intitulé "Global Information Technology Report". Lors de ces discussions, il est clairement ressorti que le secteur privé est confronté aux mêmes difficultés concernant le processus formel de préparation du sommet, que celles auxquelles les organisations de la société civile doivent faire face.

Selon Marc Furrer, "la Suisse, en tant que pays hôte du sommet des Nations Unies a un rôle à jouer dans la conduite du processus de préparation du sommet mondial. Pour la Suisse, pays membre des Nations Unies depuis peu, ce sommet revêt une importance capitale. La Suisse adhère pleinement au but poursuivi par le sommet, à savoir l'instauration d'une société de l'information ouverte à tous. Elle reconnaît qu'il est essentiel de trouver des solutions d'entente avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les médias". Il ajoute que "le SMSI doit se concentrer notamment sur la façon dont les TIC (technologies de l'information et de la communication) peuvent contribuer à la relance économique ainsi qu'à la mise en place de situations gagnant-gagnant avec les pays les moins développés. Exemple : il serait nécessaire de créer un télécentre dans chaque village d'ici 2008".

-Fin-